

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Le Berre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2303678	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Question préjudicielle : " Dire si le Bâtiment des Défis, propriété de Lorient Agglomération, situé sur le site de l'ancienne base des sous marins de Keroman site Lorient La Base appartient au domaine public ou au domaine privé de Lorient Agglomération "	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SOCIETE SMACL, ASSUREUR LORIENT AGGLOMERATION	SOCIETE D'AVOCATS CHEVALLIER
Défendeur	CABINET BOURHIS, ASSUREUR SOCIETE JOVEN	SELARL OCEAJURIS SELARL LE MAGUER RINCAZAUX EISENECKER CHANET EHRET GUENNEC (Cour)
	SA GENERALI IARD, ASSUREUR DE LA STE JOVEN SOCIETE TEAM FRANCE	SOCIETE D'AVOCATS HORUS
Observateur	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BREST COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LORIENT AGGLOMERATION	
02)	DOSSIER N° 2304763	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Renvoi du Conseil d'Etat du 18/07/2023 : annulation du jugement n° 2100066 du 12 décembre 2022 du tribunal administratif de Rennes en tant qu'il a été déclaré que les locaux situés * rue de Moëlan à Quimperlé n'appartiennent pas au domaine public de la commune de Quimperlé	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCES DES COLLECTIVITES LOCALES (SMACL)	Maître JACQ-MOREAU Stéphanie
Défendeur	ASSOCIATION POUR ADULTES ET JEUNES HANDICAPÉS (APAJH) MUTUELLE ASSURANCE DES INSTITUTEURS DE FRANCE (MAIF)	SOCIETE D'AVOCATS ARCOLEGAL SOCIETE D'AVOCATS ARCOLEGAL

09 heures 30

06)	DOSSIER N° 2203134	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation du certificat modificatif du 21 avril 2022 émis par les services de retraite de l'Etat portant suspension d'une pension militaire de retraite	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
07)	DOSSIER N° 2305294	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation du titre de perception du 22 mai 2023 émis par la direction régionale des finances publiques Bretagne (DRFIP) et d'Ille-et-Vilaine au titre d'un indu sur une pension militaire de retraite, pour l'année 2020, ensemble la décision de rejet du recours gracieux	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
08)	DOSSIER N° 2401557	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire : Demande d'annulation de la décision implicite du service des retraites de l'État et de la direction générale des finances publiques portant refus de l'indemnisation des préjudices subis par les décisions du 26 décembre 2019, le 9 avril 2020 le 19 mai 2020, le 17 juin 2020, le 10 juillet 2020 relatives aux certificats de suspension modificatifs de sa pension militaire de retraite	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 30

09)	DOSSIER N° 2301276	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande de condamner la société Edeis ports de Saint-Malo et Cancale en réparation des préjudices causés par sa décision de résiliation d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) et l'Etat dont elle était titulaire sur une partie du terre-plein du quai du Val dans le port de Saint-Malo	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SOCIETE OMNES MAREYAGE	SOCIETE D'AVOCATS MARTIN AVOCATS
Défendeur	SOCIETE EDEIS PORTS DE SAINT MALO ET CANCALE	SOCIETE D'AVOCATS ARVOR
10)	DOSSIER N° 2301301	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 10 janvier 2023 de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Rennes portant refus de report de congés annuels	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
11)	DOSSIER N° 2301684	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du préfet de zone de défense et de sécurité Ouest refusant la révision de la notation d'un gardien de la Paix au titre de l'année 2021	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
Observateur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 30

12)	DOSSIER N° 2506528	RAPPORTEUR: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 septembre 2025 du préfet des Côtes-d'Armor portant expulsion du territoire français, fixant le pays de renvoi et refus implicite de droit au séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître CALONNE DU TEILLEUL Dorothée (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
13)	DOSSIER N° 2203633	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision de rejet du 21 avril 2022 du ministère des Armées portant refus de réexamen du coefficient final de modulation individuel et de la dotation finale de l'indemnité spécifique de service pour l'année 2020 ainsi que de procéder au versement du solde dû après réexamen dans un délai de deux mois	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
14)	DOSSIER N° 2302481	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 10 février 2023 du ministère des Armées portant rejet de réexamen du montant du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) attribué au titre de l'année 2021 et d'évolution de celui-ci pour l'année 2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

09 heures 30

15)	DOSSIER N° 2305759	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du ministère de la Justice portant rejet du recours gracieux à l'encontre des arrêtés des 30 juin, 31 juillet et 1er août 2023 de placement en congé de maladie ordinaire puis en congé sans rémunération pour un agent contractuel de l'Etat	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
16)	DOSSIER N° 2305861	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du ministère de la justice portant rejet de reconnaissance de l'imputabilité au service des arrêts de travail d'un agent contractuel de l'Etat	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
17)	DOSSIER N° 2306882	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 6 novembre 2023 du ministère de la Justice portant refus de protection fonctionnelle en raison de harcèlement moral, d'atteinte à l'intégrité, de violences économiques et psychologiques et de diffamations	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

18)	DOSSIER N° 2306897	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation des arrêtés du ministère de la Justice portant placement en congé maladie ordinaire et sans rémunération, ensemble la décision implicite rejetant le recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
19)	DOSSIER N° 2302973	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 3 avril 2023 de la communauté d'agglomération de Lamballe Terre & Mer portant refus de procéder au déplacement de canalisations implantées dans le tréfonds des parcelles cadastrées section C n°210 et 214 situées à Pléneuf-Val-André pour faire cesser leur emprise irrégulière, et à ce qu'il soit enjoint de procéder au déplacement de ces canalisations ou, à titre subsidiaire, à leur régularisation sous astreinte	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCI DES CHÊNES	SOCIETE D'AVOCATS KOVALEX
Défendeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES LAMBALLE TERRE ET MER	SOCIETE D'AVOCATS SEBAN ARMORIQUE (Cour)
20)	DOSSIER N° 2400465	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 29 novembre 2023 n° R53-2023-11-29-00001 du préfet de la région Bretagne approuvant le schéma directeur régional des exploitations agricoles Bretagne (SDREA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES DU FINISTÈRE JEUNES AGRICULTEURS DU FINISTÈRE	SOCIETE D'AVOCATS KOVALEX SOCIETE D'AVOCATS KOVALEX
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE	

09 heures 30

21)	DOSSIER N° 2403523	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 5 janvier 2024 du préfet de la région Bretagne portant refus d'autorisation d'exploiter des parcelles d'une superficie de 45ha87a59ca sur la commune de Landéda et Lannilis, ensemble la décision implicite rejetant du recours gracieux	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	RIDARD DESGUES Lison (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE	
Observateur	SARL DE KERGONGAR	SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
22)	DOSSIER N° 2405462	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 5 juillet 2024 du préfet de la région Bretagne portant refus d'autorisation d'exploiter des parcelles situées à Bourgbarré, Corps-Nuds, Saint-Erblon et Vern-sur-Seiche pour une superficie de 89ha 61a 84ca, et demande à ne pas être soumis à autorisation d'exploiter pour la mise en valeur de 125,4905 ha de terres agricoles à titre individuel	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LEMONNIER-BARTHE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE GAEC CRUBLET DESMONS	Maître BARBIER Franck
23)	DOSSIER N° 2403785	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté du 25 avril 2024 de la direction générale des finances publiques portant révision de la situation administrative dans le corps des agents administratifs des finances publiques (agent de catégorie C)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES PARIS	

09 heures 30

24)	DOSSIER N° 2405640	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du préfet d'Ille-et-Vilaine portant rejet d'une demande de titre de séjour, ainsi que le refus de délivrance d'un récépissé	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
25)	DOSSIER N° 2305253	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation d'un titre de perception daté du 28 février 2023 du rectorat de l'académie de Rennes et émis par le directeur régional de finances publiques de la région Bretagne pour un indu de rémunération dans le courant de l'année 2020 au titre d'un plein traitement en lieu et place d'un demi-traitement	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître MOREAU-VERGER Sarah (Conseil d'Etat)
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
26)	DOSSIER N° 2403419	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation d'un titre de perception daté du 5 février 2023 du rectorat de l'académie de Rennes et émis par le directeur régional de finances publiques de la région Bretagne pour un indu de rémunération, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître MOREAU-VERGER Sarah (Conseil d'Etat)
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 30

27)	DOSSIER N° 2405890	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demande d'annulation d'un titre de perception daté du 5 février 2024 du rectorat de l'académie de Rennes et émis par le directeur régional de finances publiques de la région Bretagne pour un indu de rémunération, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Madame

Maître MOREAU-VERGER Sarah (Conseil d'Etat)

Défendeur

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES

Observateur

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE
ET ILLE-ET-VILAINE

Arrêté le 03/02/2026

Le président du tribunal

tenue par Monsieur Le Bonniec, magistrat-désigné
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

10 heures 00

01)	DOSSIER N° 2300571	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du ministre de la défense du 16 décembre 2022 portant rejet d'une demande de bénéfice du droit d'option à la pension ouvrière à effet du 1er décembre 2022 ainsi que le titre de pension émis le 5 décembre 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
02)	DOSSIER N° 2302995	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande de révision du titre de pension émis par la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF en tant qu'il ne prend pas en compte le 4ème trimestre de l'anne 2018 et les trimestres assimilés au titre de l'année 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DU PERSONNEL DE LA SNCF	

Arrêté le 03/02/2026
Le président du tribunal